

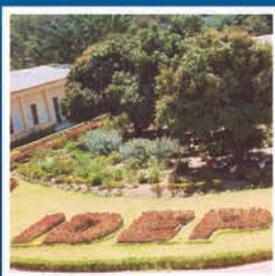
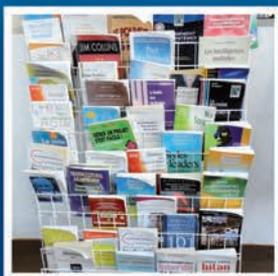
UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

**African Institute for Economic Development and Planning
Institut Africain de Développement Economique et de Planification
(IDEP)**

L'IDEP: pour une nouvelle ère



**Orientations stratégiques
et programmatiques
2010 - 2015**

A propos de l'IDEP

L'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) est une institution panafricaine créée en 1962 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. L'IDEP a démarré ses activités le 21 novembre 1963 avec pour mandat principal d'accompagner et d'aider les pays africains, nouvellement indépendants, à renforcer les capacités de leurs ressources humaines, condition préalable à remplir pour garantir la viabilité de l'indépendance et la promotion du développement socio-économique de l'Afrique. Aux termes de son mandat, les principales activités de l'IDEP sont organisées autour d'un portefeuille de programmes de renforcement de capacités et de formation, et d'initiatives de dialogues et de recherche sur les politiques. L'Institut offre aussi, aux gouvernements et aux institutions publiques, des services consultatifs à la demande, et sert de forum pour l'exploration d'une pensée alternative sur le développement de l'Afrique.

L'IDEP est un organe subsidiaire de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), et est en charge du Sous-Programme 8 de ladite Commission relatif à la planification et à l'administration du développement. Son siège est situé à Dakar (Sénégal).

L'IDEP, qui a pour membres les 54 Etats africains indépendants, est la première institution panafricaine mise en place sur le Continent pour le développement, le renforcement et/ou l'actualisation des aptitudes et compétences techniques des cadres des gouvernements, de niveau supérieur ou intermédiaire, dans le domaine de la gestion économique et de la planification du développement.

Pour plus d'informations, visitez le site web de l'IDEP à l'adresse suivante :
www.unidep.org

I

D

E

P

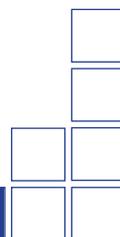
L'IDEP : pour une nouvelle ère
Orientations stratégiques et programmatiques
2010 – 2015



Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, sans l'accord préalable écrit de l'IDEP.

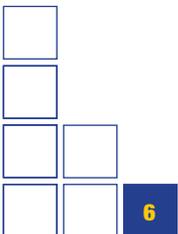
Sommaire

Acronymes et Abréviations	6
Introduction.....	7
Vision	8
Stratégie.....	8
Instruments des programmes	10
Programmes et Activités de Renforcement des Capacités et de Formation	11
Les programmes et activités de recherche sur les politiques	27
Les programmes et activités de promotion et de diffusion	37
Le financement des programmes de l'IDEP	45
La préparation d'un avenir africain prometteur.....	46



ACRONYMES et ABRÉVIATIONS

BAD	Banque Africaine de Développement
CEA	Commission Economique pour l’Afrique des Nations Unies
CER	Communauté Economique Régionale
DAES	Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies
DEA	Diplôme d’Etudes Approfondies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
IDEP	Institut Africain de Développement Economique et de Planification des Nations Unies
NU	Nations Unies
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l’Egalité des Sexes et l’Autonomisation des Femmes
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
TIC	Technologies de l’Information et de la Communication
UA	Union Africaine
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche
UNU-WIDER	Institut Mondial pour la Recherche sur l’Economie du Développement de l’Université des Nations Unies



Introduction

La période programmatique et financière 2010-2015 offre une opportunité unique pour une transformation radicale de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification des Nations Unies (IDEP) et l'expansion stratégique de ses activités. Elle sera, en effet, mise à profit pour :

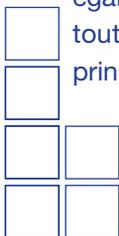
- a)** renforcer sa pertinence institutionnelle au niveau de ses États membres ;
- b)** actualiser ses programmes et activités afin de tenir compte de l'évolution des contextes régionaux et mondiaux changeants dans le domaine de la gestion économique et du développement ;
- c)** renforcer ses synergies et ses relations de collaboration avec les différentes divisions programmatiques de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) dont il est une composante ;
- d)** réaffirmer sa position de principal centre régional pour la formation et le renforcement des capacités des décideurs politiques africains dans le domaine de la gestion économique et de la planification du développement ;
- e)** restaurer les anciens partenariats institutionnels et en forger de nouveaux en vue de renforcer son leadership dans son secteur d'activités ;
- f)** renforcer ses relations avec les décideurs au niveau des différentes branches des gouvernements africains au-delà de l'Exécutif tout en s'ouvrant pour forger des relations avec les communautés politiques du secteur privé et de la société civile ;
- g)** s'appuyer sur l'immense réservoir constitué par les anciens stagiaires qu'il a formés toutes ces années durant à travers ses activités de renforcement de capacités et de formation ;
- h)** initier une refonte majeure de son profil de programme, de sa visibilité institutionnelle et de sa présence organisationnelle dans les milieux de la recherche pour le développement et de la formation ;
- i)** étendre les services disponibles aux communautés politiques de l'Afrique toute entière grâce aux ressources documentaires de sa bibliothèque, importantes et diversifiées ; et
- j)** déployer de nouveaux outils d'information et de communication pour accroître la portée de ses programmes et augmenter l'impact de son travail.

Vision

Le travail que l'IDEP se propose de réaliser sur la période 2010-2015 est sous-tendue par une vision de l'institut comme un site éminent et reconnu en Afrique dans le domaine du développement et du renforcement des capacités avancées en gestion et planification du développement économique au profit des décideurs de niveau intermédiaire et supérieur, aux niveaux national, sous régional et régional. Dans le cadre de cette vision, l'Institut a pour objectif de s'assurer que ses programmes et activités de formation, de renforcement de capacités, de recherche sur les politiques et de promotion contribuent à l'amélioration des capacités et des compétences de ceux qui y participent pour leur permettre d'exercer le jugement indépendant et critique requis pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de développement aux niveaux national, sous régional et régional. L'Institut se veut être une niche qui sera le premier centre africain de renforcement des capacités régionales et de formation pour les cadres africains travaillant sur les politiques, et qui exerce son mandat à la fois de façon individuelle et en collaboration avec des institutions partenaires pour satisfaire les besoins et les préoccupations de développement à long terme de ses États-membres.

Stratégie

En cherchant à mettre en œuvre la vision qui sous-tend son programme de travail pour la période 2010-2015, l'IDEP va s'investir dans la génération d'un corpus de connaissances autour des questions de développement, de gestion économique et de planification, connaissances qui, entre autres, alimenteront et étayeront ses activités de renforcement de capacités et de formation. L'Institut entreprendra également un programme offensif d'information sur ses activités à travers tout le continent africain avec pour objectif de se rapprocher des principaux décideurs des différents Etats membres. Même si les cadres



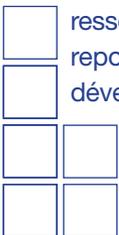
des institutions de politique publique, ceux de la branche exécutive du gouvernement en particulier, continueront à être sa première cible, l'Institut prendra des dispositions pour introduire, dans ses activités, des programmes visant à atteindre les communautés politiques de la branche législative du gouvernement, des agences sous-régionales de coopération et d'intégration, des institutions régionales comme l'UA, et la société civile naissante qui est devenue une composante-clé du terrain politique et de prise de décision de la plupart des pays africains.

De 2010 à 2015, un système de programmation décentralisée sera mis en place, dans le cadre de la stratégie de l'IDEP, pour atteindre ses mandants bénéficiaires, améliorer sa visibilité et sa présence au niveau local, élargir la base de participation à ses activités et améliorer l'impact global de ses interventions. Dans cette perspective, la formation de formateurs qui pourraient encadrer d'autres personnes sur le tas sera intensifiée. D'importants investissements seront faits dans le déploiement de plates-formes IT, plus particulièrement à travers le site Web de l'Institut, en vue de renforcer les fondements numériques de son travail et de lancer les cours de remise à niveau en ligne destinés à toutes les personnes qui ont bénéficié de ses programmes. Les partenariats institutionnels existants seront réactivés et appuyés par des activités programmatiques dédiées, et de nouvelles collaborations seront forgées. Les capacités de l'Institut à exécuter ses activités seront aussi renforcées et élargies à travers le maintien d'un pool de personnes ressources qui pourront être amenées, dans le cadre de processus d'appels d'offres, à dispenser des cours et à entreprendre des travaux de recherche stratégique sur les politiques. Enfin, les anciens stagiaires de l'Institut, répartis sur le continent africain et dans différents milieux, seront mobilisés et mis en réseau pour servir de véritable ressource pour le repositionnement durable de l'IDEP et pour ses initiatives de communication externe.

Instruments des programmes

Pour l'exécution des programmes proposés entre 2010 et 2015, l'IDEP recourra à une variété d'instruments pour atteindre ses objectifs. Dans le cadre de son mandat de formation et de renforcement des capacités, l'Institut proposera un tout nouveau format de Master en Sciences (MSc) collaboratif et les cinq types de cours de courte durée suivants : les cours de courte durée fondamentaux ; les cours de courte durée sectoriels et thématiques ; les cours de courte durée collaboratifs ; les cours de courte durée sur mesure et les cours de courte durée en ligne.

Ces différents cours de courte durée seront offerts sur des périodes allant d'une à six semaines. Des ateliers de renforcement de capacités et de formation, qui seront organisés sous la forme de retraites de trois à cinq jours pour cadres de haut niveau, seront également diligentés tout comme une nouvelle initiative de voyages d'études intra-africaines pour cadres. Les activités de production de connaissances avancées sur les politiques, qui sous-tendront les activités de renforcement de capacités et de formation de l'Institut, seront conduites à travers des programmes de recherche avancée sur les politiques, de dialogues avancés sur les politiques, un programme de bourses de visites pour cadres, un programme de bourses de visites pour chercheurs sur les politiques de développement, un programme de bourses d'études pour les cadres travaillant sur les politiques et une série de séminaires mensuels sur le développement. La composante diffusion et dissémination des activités de l'Institut sera assurée par le biais de l'émission d'un bulletin trimestriel d'information sur le développement destiné aux décideurs et penseurs politiques, la reconstruction du site Web de l'IDEP, la production de notes d'orientation de politique, le déploiement de productions multimédias ; le lancement d'un programme spécifique pour les anciens stagiaires, la création de partenariats institutionnels, le lancement d'une revue sur les pratiques de développement et l'accélération de la numérisation des ressources de la bibliothèque prévue dans le cadre du programme global de repositionnement de l'IDEP dans les nouveaux contexte et agenda du développement auxquels les pays africains doivent réagir.



Toujours dans le cadre du repositionnement de l'IDEP, les énergies institutionnelles devraient se concentrer sur trois principaux domaines d'activités : le renforcement avancé des capacités et la formation, la recherche et le dialogue avancés sur les politiques et des activités de vulgarisation et de dissémination. Ces trois domaines de travail sont clairement interreliés : aucun programme significatif de renforcement de capacités et de formation ne peut être mené sans accorder l'attention qu'il faut à la recherche, et les résultats des recherches menées doivent être soigneusement disséminés pour atteindre le public cible et avoir l'impact souhaité. Ces trois domaines d'activités de programme seront conduits de manière interreliée afin de permettre à tous les acteurs sociaux concernés de se rendre compte de la contribution de l'IDEP au processus de développement de l'Afrique. L'objectif sous-jacent est de s'assurer que l'Institut apporte une contribution directe et importante à la quête africaine, de longue date, d'une expérience de développement équilibrée, durable, autopropulsée, sensible au genre et équitable qui se reflète, de manière concrète, dans l'amélioration des moyens de subsistance de l'ensemble des citoyens.

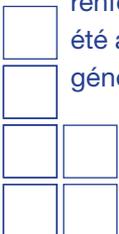
Programmes et Activités de Renforcement des Capacités et de Formation

Le renforcement des capacités et la formation représentent, depuis la création de l'IDEP, un élément essentiel et central de ses activités. En effet, il se trouve au cœur de son mandat et de sa mission. Il s'agit d'une activité que l'Institut a menée au fil des années avec une attention particulière aux cadres de niveau supérieur et intermédiaire provenant principalement des institutions du secteur public de tout le continent. La plupart des formations offertes entre 1960 et 1990 furent centrées sur la gestion économique et la planification bien que, plus récemment, de l'attention fût également accordée aux questions macro-économiques qui ont largement émergé. Toutes les formations dispensées ont été centralisées et se sont déroulées dans les vastes locaux de l'IDEP à Dakar, ceci s'expliquant, en partie, par la nécessité de s'assurer que les

stagiaires ont accès à des ordinateurs, des bases de données et à une bibliothèque bien fournie à l'instar de celle de l'Institut. Les programmes de renforcement des capacités et de formation ont été mis en œuvre à travers la combinaison d'un programme de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) d'une durée de 18 mois et des cours de courte durée thématiques. Ces deux types de programmes avaient pour objectif de former les cadres des gouvernements, et l'Institut a octroyé des diplômes à des centaines de décideurs par leur biais.

A la création de l'IDEP au début des années 60, il y avait, en Afrique, peu d'institutions pour le renforcement des capacités et la formation des agents du secteur public à travers l'Afrique, et elles étaient éloignées les unes des autres. En effet, dans la plupart des pays, quel que soit le programme de renforcement des capacités du personnel à entreprendre, ce dernier devait, presque invariablement, s'effectuer à l'étranger - à grands frais - ou se faire avec l'assistance des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Cependant, au fil des années, la situation a considérablement changé. Outre les universités locales créées en grand nombre pour offrir une variété de programmes certifiants et diplômants, certains pays ont également mis sur pied des centres locaux pour le renforcement des capacités de leurs fonctionnaires et / ou d'autres agents du service public. Il faut aussi préciser que le secteur de la formation en Afrique a bénéficié de la révolution dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et des nombreuses nouvelles opportunités qu'elles offrent pour l'expérimentation d'approches pédagogiques alternatives, y compris l'apprentissage à distance et les universités virtuelles.

Cependant, les importants changements intervenus dans le secteur du renforcement des capacités et de la formation en Afrique ont également été accompagnés du départ en retraite de la première et de la deuxième génération de fonctionnaires aussi bien au niveau de la haute



administration qu'au niveau du secteur public à un moment où, du fait des politiques délibérément menées pour réduire / minimiser la taille de l'Etat, les importants licenciements de personnels combinés à une importante fuite des cerveaux ont laissé la plupart des institutions du secteur public dépourvues d'un personnel expérimenté voire suffisamment qualifié ou adéquatement outillé. La perte de la mémoire institutionnelle et l'érosion du pool des compétences institutionnelles dans la fonction publique et dans d'autres institutions de l'administration ont été aggravées par le déclin du professionnalisme et de l'esprit de corps et l'absence de mécanismes pour le mentorat des nouvelles recrues et des fonctionnaires à mi- carrière. En clair, il y a encore d'importants besoins dans le domaine du renforcement des capacités et de la formation qu'une institution telle que l'IDEP peut satisfaire, mais l'Institut se doit également de jouer son rôle dans le contexte actuel en tenant pleinement compte des changements de contexte à la fois progressifs et régressifs, et qui peuvent lui permettre d'avoir une action plus ciblée, plus efficace et plus pertinente.

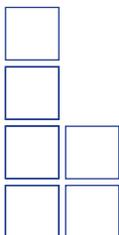
A la lumière de ce qui précède, et pour continuer à répondre aux besoins et attentes des États membres au plus haut niveau de qualité, les programmes de renforcement des capacités et de formation de l'IDEP seront réorganisés, pour la période couverte par le Plan Stratégique 2010 – 2015, comme suit:

- a)** le programme de Master de 18 mois sera entièrement remanié et offrira des spécialisations supplémentaires. Le programme sera aussi ancré dans cinq universités africaines, sur la base d'un programme par sous-région, afin à la fois de construire des partenariats locaux décentralisés avec certains des principaux centres d'enseignement supérieur du continent et d'offrir davantage d'opportunités de supervision et d'accréditation à toutes les personnes admises dans le programme ;

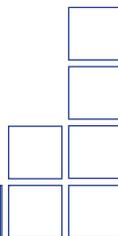
- b)** les cours de courte durée continueront à être offerts sur des durées allant d'une à six semaines, mais seront regroupés en cours fondamentaux, sectoriels, thématiques, collaboratifs et sur mesure ;
- c)** les ateliers de formation décentralisés d'une durée de deux jours à une semaine, tout compris, vont devenir un élément régulier du programme de renforcement des capacités et de formation. Ils seront destinés aux différents titulaires de mandats électifs, aux hauts fonctionnaires et aux praticiens du développement expérimentés et porteront sur des questions spécifiques d'intérêt dans le domaine de l'économie et /ou du développement ;
- d)** en fonction du public visé et des besoins servis, les cours offerts seront disponibles à l'échelle continentale, sous-régionale et nationale ; et
- e)** les thèmes des cours offerts seront davantage diversifiés et, ce faisant, l'accent sera mis sur les alternatives hétérodoxes disponibles dans différents domaines de la planification du développement et de la gouvernance économique pour les décideurs et praticiens du développement.

Le nouveau programme de renforcement des capacités et de formation de l'IDEP sera fondé sur les considérations générales suivantes :

- a)** la préservation des acquis historiques dans le domaine du développement de ressources humaines spécialisées en Afrique et l'ouverture de nouvelles frontières pour l'amélioration des connaissances et des compétences en matière de gouvernance économique réussie ;
- b)** la promotion d'une approche décentralisée qui devrait rendre l'IDEP plus proche des bénéficiaires de ses activités et augmenter, de manière considérable, leur nombre ;



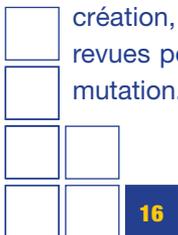
- c)** la création de partenariats institutionnels locaux dans les pays africains pour la mise en œuvre de tous les programmes de renforcement des capacités et de formation organisés sur le plan local ;
- d)** l'augmentation des opportunités de renforcement des capacités et de formation offertes par l'Institut pour y inclure les agents et les autres membres pertinents de la branche législative du gouvernement, les praticiens du développement membres de la société civile, et les fonctionnaires représentant le secteur privé organisé ;
- e)** l'encouragement proactif d'une plus grande participation aux programmes de l'Institut par une augmentation du nombre de femmes cadres travaillant dans les politiques publiques ;
- f)** l'intégration des dimensions de genre dans tous les modules de renforcement des capacités et de formation offerts par l'Institut dans le cadre de sa stratégie plus globale d'amélioration de la prise de conscience des politiques et de l'engagement africains pour les questions et préoccupations relatives au genre ;
- g)** l'encouragement et le soutien de programmes et de systèmes de mentorat dans le domaine de la gouvernance économique au sein des institutions africaines de politique publique ;
- h)** une étroite attention à la jeune génération de professionnels de la bureaucratie économique des pays africains et leur ciblage spécial pour la formation en gouvernance économique ;
- i)** l'institutionnalisation d'un système de suivi post-formation qui offrira, aux bénéficiaires des programmes de renforcement des capacités de l'IDEP, une occasion pour mettre à jour leurs connaissances ;
- j)** la création d'opportunités, pour les décideurs et les praticiens africains du développement, de se mettre en réseau, d'identifier et de résoudre les problèmes communs ainsi que de partager des idées et des expériences.



La mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités et de formation de l'IDEP a toujours eu lieu sous la forme d'une interaction directe, en face-à-face, entre les stagiaires et les personnes-ressources invitées à dispenser les enseignements. Cette approche pédagogique conventionnelle possède de nombreux avantages et sera maintenue pendant la période programmatique 2010-2015 et au-delà. Cependant, tirant pleinement parti de la révolution des TIC et de la connectivité croissante des pays africains, des mesures seront prises pour mettre en place des centres de formation en ligne en exploitant le site Web de l'Institut. La formation en ligne permettra de poursuivre le renforcement des capacités pour les participants aux programmes de l'IDEP. Elle permettra également à beaucoup plus de personnes du secteur public et d'autres organisations de développement de bénéficier des opportunités offertes par l'Institut. Elle sera aussi déterminante dans les efforts qui seront déployés par l'Institut, à partir de 2010, pour développer et consolider une communauté de pratique.

Le programme de Master

En tant que programme phare de l'IDEP, le programme de DEA en politique économique et gestion de l'économie a, au fil des années, suscité l'intérêt des décideurs politiques de niveau supérieur et intermédiaire à travers l'Afrique. En effet, il est le seul programme pour lequel l'Institut est très bien connu et qui a généré des connaissances considérables à travers les mémoires de ses diplômés. Ceux-ci représentent également une part importante des anciens stagiaires de l'IDEP. Le programme de DEA a sans doute été, pour la plupart des gouvernements africains, l'une des contributions les plus directes de l'IDEP au développement / à la mise à niveau de sa base de ressources humaines. Toutefois, pour que ce programme puisse continuer à remplir les objectifs qui ont présidé à sa création, sa conception et sa mise en œuvre doivent être régulièrement revues pour tenir pleinement compte des nombreuses circonstances en mutation.



Comme indiqué dans les paragraphes précédents, à partir de 2010, ce programme entrera dans une nouvelle phase en devenant une initiative conjointe entre cinq universités africaines qui vont collaborer avec l'IDEP pour:

- a)** offrir un menu varié de spécialisations ;
- b)** développer des modules de cours obligatoires que les stagiaires devront avoir réussi avant d'être autorisés à procéder à la préparation de leurs mémoires ;
- c)** assurer la supervision des participants au programme ;
- d)** délivrer conjointement le diplôme de Master à ceux qui terminent avec succès le programme ;
- e)** faciliter les opportunités de recyclage post universitaire et de mise à jour des compétences conformément à la philosophie de l'apprentissage tout au long la vie de l'Institut

Le contenu du programme sera aussi entièrement remanié pour mettre davantage l'accent, au cours du prochain cycle, sur le renforcement des capacités techniques et des connaissances de haut niveau dans la fonction publique dans le domaine de la gestion économique et de la planification du développement aux niveaux national, sous régional et régional. Les cours qui seront offerts dans cette formation intégreront des théories et des méthodes de gestion économique et de développement, des sessions pratiques et une forte composante de visites sur le terrain. Les cours obligatoires, qui doivent être suivis par toutes les personnes admises dans ce programme, auront pour objectif d'offrir une base solide ou entièrement mise à jour des fondements de la gestion économique, des analyses des politiques et de la planification du développement. Les modules de cours optionnels porteront sur les principaux secteurs et acteurs institutionnels du développement pour garantir que les fondements nécessaires sont fournis pour aider les participants à se préparer à la recherche et à la rédaction de leurs mémoires. Les cadres de niveau supérieur et intermédiaire issus des ministères de l'économie et du développement des différents gouvernements africains continueront à être prioritaires pour

l'admission au programme. Il est cependant envisagé d'étendre les possibilités d'admission aux autres praticiens du développement issus principalement du secteur privé et de la société civile. En tout état de cause, une fois que le programme de master aura été intégralement réformé, l'IDEP espère y admettre annuellement jusqu'à 100 participants.

Les cours de courte durée fondamentaux

Le renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance économique, qui intègre des analyses indépendantes des politiques et la planification, la conception, les négociations, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du développement, est l'un des plus grands défis auxquels les pays africains continuent de faire face alors qu'ils s'efforcent de résoudre les problèmes de sous-développement auxquels ils sont confrontés. Au fil du temps et avec la complexification de l'organisation économique à tous les niveaux, les exigences de la gouvernance économique sous un angle nettement développementaliste sont également devenues plus complexes. Pour le planificateur moyen du développement, le décideur politique issu du secteur public, l'analyste des politiques de développement et le praticien du développement, maîtriser les changements qui se produisent et la complexité qui les entoure, dans le but de sécuriser au mieux les intérêts de leurs pays et celui de leurs citoyens, représente un véritable défi quotidien. Alors que de nombreux décideurs et praticiens du développement africains s'investissent pour apprendre autant que possible sur le tas et au fil du temps, il est clair qu'un forum institutionnalisé qui leur est consacré est nécessaire pour leur permettre d'acquérir ou de renouveler et mettre à jour leurs connaissances techniques et non techniques et leurs connaissances des outils obligatoires pour une gouvernance économique réussie. Cette base de connaissances et de compétences ainsi que son renouvellement et son actualisation sur une base régulière demeurent essentiels pour la bonne exécution des autres fonctions et rôles stratégiques dans le domaine de la gouvernance économique et de la planification du développement.



Les cours de courte durée fondamentaux sur le développement et la gouvernance économique que l'IDEP proposera à partir de 2010 constitueront un élément permanent et durable de son programme de renforcement des capacités et de formation. Ils comprendront des modules qui sont au cœur de la gestion économique, des analyses des politiques et de la planification du développement et qui, par conséquent, de par leur nature propre, devraient être maîtrisés par tous les décideurs, tous les professionnels de la fonction publique et tous les praticiens du développement pour soit assumer avec succès leurs fonctions, soit améliorer leurs performances. Les cours seront, en principe, ouverts à tous les praticiens du développement qui souhaitent renforcer/renouveler leurs capacités techniques et non techniques. Cependant, sera particulièrement ciblée la jeune génération de responsables des politiques du secteur public issues des ministères de l'économie et du développement et que la formation, même universitaire, n'a pas toujours pleinement ou adéquatement préparés aux défis auxquels ils sont appelés à répondre et qui, en raison de la fuite des cerveaux, ne bénéficient pas automatiquement de mentors expérimentés dans la fonction publique.

Les cours de courte durée fondamentaux de l'IDEP auront pour but de contribuer à la création d'une masse critique de professionnels, principalement du secteur public, mais aussi du secteur privé organisé et de la société civile avec un haut niveau de compétences et de maîtrise des questions fondamentales de gouvernance économique et de planification du développement. Les candidatures des professionnels occupant des fonctions dans le pouvoir législatif, au sein des parlements des pays africains, seront également prises en compte. Il est prévu d'organiser, chaque année, cinq sessions de cours de courte durée fondamentaux avec un total de 25 participants par session. Quatre d'entre elles seront ouvertes aux cadres qui travaillent dans le domaine des politiques qui sont à la fois qualifiés et désireux de suivre la formation offerte. La cinquième session sera organisée sur une base panafricaine, et sera consacrée à la formation de formateurs en mesure d'utiliser les compétences et les connaissances acquises au niveau de l'IDEP pour former sur le tas leurs collègues.

Les cours de courte durée sectoriels et thématiques

Aujourd'hui, le processus de développement national, sous régional et régional est sous-tendu et conduit par de multiples questions sectorielles et thématiques. La gouvernance économique mondiale est aussi, dans une large mesure, de plus en plus structurée autour de ces questions sectorielles / thématiques, y compris les négociations sur les règles, les normes et les instruments. Pour le gestionnaire de l'économie, l'analyste des politiques et le planificateur / praticien du développement en Afrique, il existe des défis techniques, tactiques et stratégiques auxquels il faut répondre si la politique et l'action autour de secteurs fondamentaux comme l'agriculture, l'industrie, le commerce, la banque et les finances, les ressources naturelles et les services généraux doivent se traduire en développement. Beaucoup de ces défis sont liés à l'établissement des priorités au niveau de la politique intérieure et des instruments y relatifs qui sont déployés pour les atteindre. Ils concernent également les interactions de l'Afrique avec le système économique mondial dans sa position de dernier venu confronté à un contexte de gouvernance économique internationale en mutation, ce qui limite formellement le champ d'action politique qui pourrait être, par exemple, jugé «protectionniste».

Au-delà des questions sectorielles du processus de développement, il faut aussi tenir compte des préoccupations et des considérations thématiques pertinentes qui ne peuvent être évitées, avec certaines d'entre elles que revêtent un caractère transversal. Des questions comme les dimensions genre du développement, les marchés du travail, les infrastructures, le transfert de technologies, les brevets et droits d'auteur, le changement climatique et environnemental, la transparence des finances publiques, la budgétisation du développement, la fiscalité / mobilisation des recettes intérieures, la reddition de comptes dans la gouvernance économique, les TIC dans la gouvernance économique et le développement, le développement des ressources humaines, la coopération et l'intégration économiques régionales,



la gestion de la dette intérieure et extérieure ainsi que la coopération de développement sont des thèmes récurrents de la gestion économique, l'analyse des politiques et de la planification du développement pour lesquels des connaissances et des compétences très avancées sont toujours nécessaires.

Durant la période programmatique 2010 – 2015, les cours de courte durée sectoriels et thématiques de l'IDEP cibleront les décideurs de niveau supérieur et à mi- carrière, y compris ceux qui sont en charge de l'analyse des politiques, de la planification du développement, des politiques sectorielles, de la mobilisation de ressources, de la budgétisation, de l'égalité des sexes, de la durabilité environnementale, de la création d'emplois, des relations commerciales extérieures, du contrôle réglementaire, et des négociations (internationales) avec les autres acteurs du développement. Il est prévu d'organiser cinq cours de courte durée thématiques et sectoriels par an. Ces cours rassembleront des participants provenant de toutes les régions du continent. Chaque cours sera conçu pour 25 participants. Bien que les cadres du secteur public constituent la cible principale du cours, il sera également possible de prendre en compte la candidature des personnes issues du secteur privé organisé, des parlements africains et de la société civile. Chaque année, l'une des sessions de cours de courte durée sectoriels et thématiques sera organisée sous la forme d'une initiative de formation de formateurs.

Les cours de courte durée collaboratifs

Depuis sa création, l'IDEP a, au fil des années, noué des relations de collaboration avec divers partenaires pour la mise en œuvre de ses programmes de renforcement de capacités et de formation. L'on peut notamment citer les partenariats avec les autres agences des Nations Unies telles que le PNUD, ONU Femmes, le FNUAP et la FAO, les partenariats avec la Banque mondiale et l'Union Africaine mais aussi ceux noués avec un certain nombre de bailleurs de fonds bilatéraux, des

banques de développement et des fondations d'intérêt public à l'image de Frederich Ebert. Les cours offerts, dans le cadre des accords de collaboration ont eu cependant tendance, pour la plupart, à être dispensés soit ad hoc, soit de manière ponctuelle, ne permettant pas donc d'exploiter les perspectives à long terme offertes et / ou la durabilité et le suivi qui pourraient être nécessaires. Pour combler ces lacunes, il est proposé de structurer les cours de courte durée collaboratifs autour de questions thématiques spécifiques qui sont au cœur de l'agenda du développement des pays africains et pour lesquelles, de par leur nature même, le renouvellement régulier de capacités sera toujours indispensable. Les préoccupations et les questions de développement qui pourraient constituer des domaines de collaboration entre l'IDEP et ses partenaires sont nombreuses. Cependant, entre 2010 et 2015, le facteur décisif qui sera pris en compte dans l'acceptation des opportunités à explorer est la possibilité d'ajouter de la valeur aux cours fondamentaux, thématiques et sectoriels déjà offerts par l'Institut.

La principale préoccupation de l'Afrique est de parvenir à un développement équilibré, et dans tous les domaines, qui améliore les conditions de vie et le bien-être de ses citoyens d'une manière démocratique, sensible au genre et écologiquement durable. Les thèmes qui seront couverts par les cours fondamentaux et sectoriels / thématiques qui seront offerts par l'IDEP aborderont la plupart des grands enjeux dans un contexte de développement auxquels l'Afrique se doit de réagir. Les cours collaboratifs pourraient, cependant, ajouter de la valeur, combler des manques et créer des niches en répondant aux préoccupations de développement encore plus spécifiques des pays africains qui ne se situent pas seulement au niveau «macro». Parmi ces préoccupations, pour n'en citer que quelques-unes, l'on a : la sécurité alimentaire, le budget sensible au genre, l'emploi des jeunes, la politique sociale, la décentralisation, l'e-commerce, l'e-gouvernance, la communication pour le développement, la facilitation du commerce, les chaînes de valeur dans le développement économique et la subsidiarité dans l'intégration régionale. Il est prévu



d'organiser cinq cours de courte durée collaboratifs par année. Chacun de ces cours réunira 25 participants. Les cinq cours seront, dans la mesure du possible, répartis dans les cinq sous-régions du continent africain sur la base d'un cours par sous-région.

Les cours de courte durée sur mesure

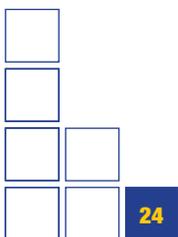
De l'expérience de l'IDEP, il n'est pas rare de recevoir des demandes spécifiques de la part des États membres africains pour des cours de renforcement de capacités et de formation sur-mesure qui répondent aux besoins spécifiques qu'ils peuvent avoir à tout moment. C'est un domaine d'activités dans lequel l'Institut continuera à s'investir et auquel il continuera à consacrer des ressources durant la période programmatique 2010 - 2015 et au-delà dans la mesure où de tels cours sont régis par la demande et contribuent à la réalisation de visions et de processus de développement locaux, conçus de façon autonome et menés au niveau national. Même si l'écrasante majorité des demandes auxquelles l'Institut se devra de répondre dans le cadre de ce programme continuera de provenir des ministères et organismes gouvernementaux, les opportunités d'organisation de cours sur mesure sur la gouvernance économique et les questions de planification du développement au profit des Communautés Economiques Régionales (CER), du secteur privé organisé et des groupes de la société civile seront prises en compte. L'Institut se chargera d'élaborer les modules de cours et d'identifier les personnes ressources appropriées pour les formations sur mesure qu'il aura approuvées. De manière générale, les cours sur mesure ne devraient pas durer plus de deux semaines et consisteront en des sessions intensives basées sur le taux d'une personne-ressource pour cinq participants.

Grâce au site Web de l'IDEP, les participants aux cours de courte durée sur mesure se verront offrir une opportunité d'actualiser régulièrement les connaissances et compétences qu'ils ont acquises lors des sessions de renforcement des capacités et de formation auxquelles ils ont participé. De cette manière, l'Institut s'assurera qu'un processus post-session de

formation continue est offert aux participants à ses sessions de formation sur mesure. Comme pour les autres cours de courte durée de l'IDEP, l'objectif sera de limiter le nombre de participants à 25. Etant donné que les cours sur mesure sont essentiellement fonction de la demande, ils seront toujours organisés sous la forme d'une activité décentralisée de l'IDEP qui se tiendra dans un endroit approprié dans le pays, l'institution sous-régionale ou l'organisation ayant demandé le cours. Durant la période 2010 - 2015, l'Institut prévoit d'organiser jusqu'à cinq cours de courte durée sur mesure par année.

Les cours de courte durée en ligne

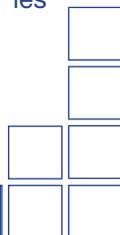
L'augmentation de la connectivité à l'Internet et le développement du système d'enseignement virtuel/ à distance/ d'université ouverte en Afrique ont créé, ces dernières années, de nouvelles opportunités d'investissement dans les formations en ligne et pour faire croître leur nombre. A partir de 2011, l'IDEP travaillera avec la CEA et les autres agences pertinentes du système des Nations Unies pour lancer une plateforme en ligne de cours de courte durée. Il est proposé de débiter l'initiative de formation en ligne avec un cours sur les fondements de la planification économique et de l'élaboration de politiques économiques. Cependant, au fil du temps, les cours en ligne disponibles seront étendus à d'autres domaines de la gouvernance économique et de la planification du développement. Aussi bien les nouveaux stagiaires, c'est à dire ceux qui participent pour la première fois aux cours de l'IDEP, que les anciens intéressés par des cours de recyclage conçus pour leur permettre d'actualiser leur base de connaissances et leurs compétences seront concernés par le programme en ligne une fois qu'il sera entièrement développé. A long terme, les cours de courte durée en ligne constitueront le noyau de l'université virtuelle de l'IDEP sur la gouvernance économique et la gestion du développement.



Les ateliers de renforcement des capacités et de formation

Des questions d'actualité dans le domaine de la gouvernance économique jalonnent les calendriers annuels des Etats. Elles sont à la fois régionales et mondiales et ont des conséquences sur les choix à faire par les décideurs en ce qui concerne les politiques nationales et internationales. Alors que de nombreuses questions sont récurrentes et occupent même une place de choix régulière dans le calendrier des activités des gouvernements, des organisations internationales et autres acteurs de développement, certaines sont nouvelles et surgissent de manière soudaine et inopinée. Même pour les questions habituelles de développement, les circonstances changeantes en appellent généralement à de nouvelles approches étant donné que la prépondérance des questions elles-mêmes est souvent modifiée et que de nouveaux acteurs importants émergent sur la scène. Les ateliers de renforcement des capacités et de formation de l'IDEP sont conçus pour porter les principaux enjeux sur toute question de gouvernance économique régionale ou mondiale à l'attention des décideurs politiques africains qui sont plus directement impliqués soit dans la conception de réponses nationales, soit dans la représentation de leur pays au sein des négociations régionales et mondiales de positions.

Les ateliers qui seront organisés de 2010 à 2015 seront animés par un panel d'orateurs sélectionnés qui produiront des documents techniques sur la base des termes de références fournis par l'IDEP. Les documents seront conçus de sorte à présenter le contexte historique de la question à analyser, l'état des débats sur cette question, les positions prises sur la question par les différents blocs régionaux et centres de pouvoir non-africains, les préoccupations de l'Afrique dans les débats, les autres approches politiques stratégiques disponibles pour l'Afrique et les

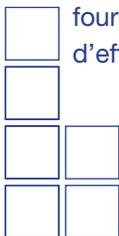


possibilités d'harmonisation des différents points de vue africains. Les ateliers seront organisés sur une durée de trois jours et concerneront les cadres supérieurs. En moyenne, 30 participants seront invités à ces ateliers. Il est prévu d'organiser cinq ateliers par an à raison d'un atelier par sous-région du continent africain.

Les visites d'études intra-africaines pour cadres

S'il est vrai que le continent africain est confronté, parfois même de manière disproportionnée, à de nombreux défis de développement, il est également vrai que des personnes et des institutions de la région se sont efforcées, de plusieurs manières importantes, d'entraîner leurs structures à répondre à ces nombreux défis et à fournir des exemples réussis de ce qu'il est possible de réaliser. A travers ces exemples, ces institutions et individus ont démontré, à maintes reprises et au fil des ans, que le sous-développement et la pauvreté ne constituent pas des fatalités. Au milieu des nombreuses explications habituelles de l'incapacité qui caractérise souvent la présentation des problèmes africains, il n'est pas surprenant qu'il n'y ait pas beaucoup d'apprentissage mutuel entre les Africains. Pourtant, il y a des histoires réussies, la plupart du temps méconnues, desquelles des leçons peuvent être tirées, ainsi que de bonnes pratiques, souvent peu valorisées, qui pourraient servir à inspirer d'autres praticiens du développement et des pays et leur permettre d'en finir avec les pratiques et les approches qui empêchent l'expression de tout le potentiel de l'Afrique. Les historiens économistes nous rappellent toujours le rôle important des exemples des pairs et de l'apprentissage par les pairs qui ont eu un impact positif sur les résultats de développement dans le monde et au fil des temps.

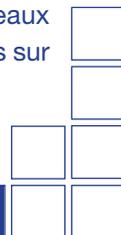
L'initiative de visites d'études intra-africaines de l'IDEP est conçue pour fournir aux cadres africains de niveau supérieur et intermédiaire l'occasion d'effectuer des séjours d'études en Afrique afin de promouvoir, entre eux,



l'apprentissage et l'échange mutuel transfrontaliers. Les visites d'études seront formulées autour d'un problème spécifique sur lequel les participants à ces visites mènent des recherches actives pour davantage de clarté ou pour trouver des solutions qui marchent dans le cadre de leurs occupations professionnelles quotidiennes. L'IDEP identifiera des institutions ou des sites en Afrique où un problème similaire a été résolu ou est en train de l'être. Il organisera ensuite le voyage d'études à entreprendre par les fonctionnaires qui participent à ce programme sur la base des termes de références conclus entre les participants, les hôtes du stagiaire et l'IDEP. Les visites seront organisées sur une période maximale de deux semaines. Les cadres y participant auront besoin d'être appuyés par leurs gouvernements et devront être capables d'utiliser les leçons comparatives apprises de leur visite pour résoudre les problèmes qui ont été à la base de la visite effectuée. Les rapports des visites des participants seront mis en forme pour diffusion en copie électronique ou papier, notamment sur le site Web de l'Institut. Les opportunités de visites d'études seront offertes par l'IDEP sur une base continue à partir de 2010 avec l'objectif cible de parrainer jusqu'à cinq voyages par an.

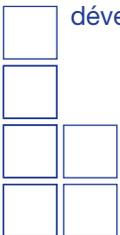
Les programmes et activités de recherche sur les politiques

L'IDEP est célèbre pour l'agenda qu'il a établi et la recherche innovante sur les politiques qu'il a menée ou facilitée sur divers aspects de défis de développement auxquels les pays africains furent confrontés des années 60 aux années 70. Au cours des années 80 et 90, dans le contexte des crises économiques auxquels les pays africains étaient confrontés, l'Institut a consacré l'essentiel de ses efforts à fournir des services consultatifs à la demande des gouvernements africains et à renforcer ses activités de renforcement des capacités et de formation. Il est, cependant, clair que l'évolution du contexte et de l'agenda de développement, aux niveaux national et mondial, requiert la génération de nouvelles connaissances sur



les politiques pour laquelle le renouveau de la recherche sur le développement, au niveau de l'IDEP ou sous sa direction, doit constituer un élément-clé. Cette recherche à mener sera dictée par la ferme volonté de s'assurer qu'elle convient aux besoins des communautés de politique qui animent le développement à travers le continent, étant entendu que ces communautés sont largement, mais non exclusivement, intégrées dans le système étatique. Par conséquent, s'il est vrai que la centralité de l'élaboration des politiques publiques et la planification du développement conduite par l'État sous-tendent les études qui seront menées, les besoins en recherche sur les politiques des acteurs non étatiques, y compris les secteurs privé et bénévole, seront également pris en compte dans le travail de l'Institut au cours des prochaines années.

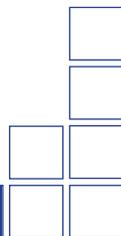
Avoir à l'IDEP un nouveau programme de recherche avancé sur les politiques est très normal: actuellement, et plus que jamais, à une époque caractérisée par l'âge de la connaissance, les décideurs, à travers l'Afrique, ont besoin d'une base de données constituée de manière rigoureuse pour la prise de décisions au niveau interne et pour la conduite des relations économiques internationales qui sont de plus en plus complexes. De plus, comme on commence à reconstruire les institutions publiques en Afrique pour la conduite du processus de développement, de nouveaux besoins de recherche qui auront besoin d'être couverts vont voir le jour et l'IDEP pourrait, naturellement, être l'une des institutions vers lesquelles la plupart des gouvernements devraient se tourner. Il faut, en outre, préciser que les recherches entreprises au niveau de l'IDEP ou coordonnées par lui pourraient contribuer au renforcement du réseau naissant et très utile « recherche - politique » dans le domaine du développement africain. Ce programme permettra aussi de faire davantage entendre les voix africaines dans les débats sur le développement mondial, notamment sur des questions telles que la reconfiguration de l'architecture internationale du développement et la gouvernance du système financier international. Une



solide base de recherche à l'IDEP devrait également appuyer les efforts de renouvellement/développement des activités de formation et de renforcement des capacités fournis par l'Institut tout en offrant une meilleure compréhension du contexte africain de prise de décision en matière de développement et des paramètres persistants de l'environnement africain qui conditionnent la transformation socio-économique.

La recherche avancée sur les politiques

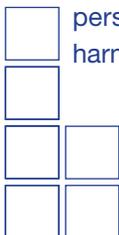
Le programme de recherche avancée sur les politiques qui sera proposé à l'IDEP pendant la période programmatique 2010 - 2015 sera principalement inspiré par et ancré dans l'agenda de développement africain résumé dans le travail que l'Union Africaine symbolise et les divers besoins des gouvernements africains tels que dictés par les différentes situations propres à chaque pays. Ceci permettra à la recherche de l'IDEP d'éviter des généralisations tous azimuts et de chercher à être pertinente pour servir à la fois les besoins aux niveaux continental et local. Le programme aura également pour objectif d'apporter une compréhension africaine sur les processus de développement mondial, en particulier là où un besoin existe pour l'articulation des perspectives scientifiques ou intellectuelles du continent qui font partie intégrante des préoccupations politiques des gouvernements et des autres praticiens du développement. Par ailleurs, en termes d'approche, le travail de recherche qui sera entrepris sera effectué par des équipes mixtes de chercheurs et de décideurs politiques/ intellectuels de la politique. Les produits de recherche qui découleront du travail de l'Institut comprendront des livres, des monographies, des articles de revues, des résumés de recherche et des notes d'orientation de politique. Ces produits seront publiés en format papier et sur divers supports numériques. Au moins trois nouveaux projets de recherche avancée sur les politiques seront menés annuellement.



Les activités de recherche sur les politiques de l'Institut seront conduites en étroite collaboration et en partenariat avec les bureaux des différents commissaires de l'UA, les principales divisions opérationnelles de la CEA, l'équipe de recherche qui travaille sous la direction de l'économiste en chef de la Banque Africaine de Développement (BAD), les huit Communautés Economiques Régionales (CER) reconnues par l'UA, les ministres économiques pertinents, et diverses agences de développement national spécialisées / sectorielles. En outre, des alliances seront forgées avec les organisations panafricaines de recherche pertinentes, les universités nationales et les centres de recherche sociale, économique et / ou sur le développement. Des alliances stratégiques seront nouées au niveau mondial avec des institutions telles que l'Université des Nations unies, WIDER, l'Université des Nations Unies pour la Paix et l'UNITAR. De même, des avancées seront faites dans l'établissement de relations de travail avec l'UNDESA, le PNUD, ONUDI, la FAO, le FIDA et d'autres agences de la famille des UN dont les mandats comportent une forte composante de développement. Enfin, les institutions non gouvernementales actives dans le domaine du développement et dont les travaux permettent un partenariat pour la génération de connaissances sur les politiques dans le cadre de leurs domaines d'intérêt seront également contactées.

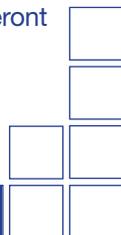
Le dialogue avancé sur les politiques

Autour du travail de recherche sur les politiques que l'IDEP entreprendra dans le cadre de son repositionnement afin de répondre pleinement aux défis du changement de contexte et du contenu de l'agenda du développement, il est prévu d'organiser, durant la période 2010 - 2015, une série de dialogues sur les politiques. Ces dialogues porteront également sur des thèmes de développement contemporain et des sujets d'intérêt sous régional, régional ou mondial pour lesquels soit l'articulation des perspectives africaines est nécessaire, soit une agrégation et une harmonisation des points de vue pourraient servir le but utile d'avancer la



politique économique et l'action politique. Comme avec le programme de recherche avancée sur les politiques que l'Institut offrira, le programme de dialogue avancé sur les politiques sera largement ancré sur l'agenda du développement en Afrique, comme convenu dans le processus de l'UA. Les dialogues cibleront des participants de haut niveau issus des institutions régionales et sous régionales, des institutions publiques au niveau national, le secteur privé organisé, les organisations non-gouvernementales, les médias et différents partenaires au développement internationaux. Ils seront, pour l'essentiel, animés par des universitaires et des intellectuels politiques africains de haut niveau disposant d'une grande maîtrise des thèmes couverts. Cependant, en cas de besoin, les connaissances et l'expertise en matière de recherche pourront également provenir d'autres régions du monde. Quatre dialogues sur les politiques seront organisés annuellement.

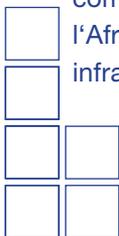
Par leur structure et leur orientation, les dialogues pourront au moins contribuer à entretenir le réseau recherche-politique en Afrique. Ils pourront également servir de forums où des décideurs politiques africains pourraient s'engager dans des échanges structurés avec le secteur privé organisé, d'autres importants acteurs non-gouvernementaux et les partenaires au développement internationaux sur des questions spécifiques thématiques ou d'actualité. Ils permettront un partage d'expériences comparatives en matière de pratiques de développement et d'apprentissage mutuel. Chaque dialogue avancé sur les politiques sera structuré autour d'une question clairement définie et devra fournir des résultats exploitables qui pourront aider à stimuler de nouvelles actions dans le sens souhaité. Les rapports des dialogues seront distribués sous formats papier et électronique aux communautés de politique pertinentes du continent africain. Ils seront également diffusés en ligne sur le site Web de l'IDEP pour permettre un échange continu autour des sujets abordés. Chaque année, les rapports de tous les dialogues sur les politiques organisés seront publiés en un seul volume de référence.



Le programme de bourse de visites de recherche pour cadres

Le nouveau programme de recherche avancée sur les politiques de l'IDEP cherchera également à combler une niche importante qui requérait de l'attention en Afrique, à savoir, la possibilité d'accueillir, à l'IDEP, des cadres actifs travaillant sur les politiques qui ont montré un potentiel considérable et / ou des praticiens de développement de haut niveau récemment retraités qui se sont distingués au cours de leur carrière pour des périodes courtes de visites qui leur permettront d'entreprendre une réflexion rétrospective et prospective sur leur contribution au développement ou sur une question spécifique de développement ou de politique convenue à l'avance avec l'Institut. Les principales cibles de ce programme de bourses devraient comprendre les anciens ministres des finances, de l'économie, de la planification, du budget, du commerce et de l'industrie et les anciens gouverneurs des banques centrales, les secrétaires permanents, les administrateurs principaux du développement, les acteurs privés stratégiques du développement du secteur privé sectoriel, les chefs des grands groupes de la société civile actifs dans le travail de développement, et les anciens parlementaires disposant d'une expérience de haut niveau qui sont désireux de prendre le temps de documenter leur expérience / travail dans un environnement propice à une réflexion concentrée. Exceptionnellement, les spécialistes du développement dont les travaux se situent à l'interface de la recherche et de la politique seront admis dans ce programme.

La première ressource qui sera mise à la disposition des bénéficiaires du programme de bourses sera la bibliothèque de l'IDEP qui contient un riche éventail de littérature primaire et secondaire sur le développement, y compris des copies de tous les plans de développement produits dans l'Afrique post-indépendances. Ils disposeront également de tout l'appui



efficace de leur temps de réflexion limité. Les réseaux intellectuels et les bases de données statistiques de l'Institut seront aussi mis à leur disposition. En retour, en plus du rapport écrit qu'ils doivent produire, les boursiers seront également encouragés à animer une interaction structurée à laquelle un petit groupe de professionnels basés à Dakar sera invité par l'Institut pour échanger avec eux. L'initiative devrait permettre de produire des monographies, des rapports sur les politiques et des notes d'orientation de politique qui constitueront une source de valeur considérable pour les praticiens et les chercheurs. Les bourses de visites de recherche sont accordées pour des séjours allant d'un à trois mois. Un maximum de six bourses de visites de recherches sera octroyé chaque année.

Le programme de bourses de visites pour chercheurs sur les politiques de développement (Boursiers Tajudeen Abdulraheem)

Pour compléter l'éminent programme court de bourses de recherche pour les cadres de niveau supérieur travaillant dans les politiques, toujours actifs ou récemment retraités, et dans le cadre des efforts de l'IDEP pour dynamiser l'environnement de recherche à l'Institut, un programme panafricain de chercheurs en résidence sera lancé au cours de la période programmatique 2010 - 2015. Ce programme permettra aux chercheurs dans le domaine du développement, et provenant de tout le continent africain, d'entreprendre un séjour de recherche à l'IDEP d'une durée maximale de trois mois afin de travailler sur un problème de développement spécifique d'intérêt et d'importance panafricains. Il existe, sans doute, au sein du continent africain et en dehors, des bourses de toutes sortes destinées aux universitaires et leur permettant de consacrer du temps à un sujet de recherche d'intérêt pour eux et pour leurs institutions d'accueil. La niche spécifique que le programme de chercheurs en résidence de l'IDEP se propose de remplir, et qui le distingue de tous

les autres programmes de bourses existants, est le fait qu'il sera entièrement dédié à la production de connaissances sur l'agenda de développement africain dans toutes ses dimensions. Ses bénéficiaires devraient être des boursiers panafricains ayant pour mandat de contribuer, par leurs recherches, au renforcement de la base de connaissances pour le projet panafricain d'un développement économique régional intégré et d'un espace politique continental unifié.

Jusqu'à six bourses seront attribuées chaque année par l'IDEP dans le cadre de ce programme de bourses pour chercheurs sur les politiques de développement. Il pourrait être demandé aux bénéficiaires de cette bourse d'être basés à l'IDEP pour la durée de la bourse. A l'issue de leur séjour, ils devraient déposer un manuscrit de la taille d'une monographie pour publication par l'Institut. Les questions que les boursiers devraient couvrir iront de la politique de l'agenda de développement africain et la dynamique des relations interétatiques dans la quête de l'unité économique - et politique - continentale aux aspects économiques de l'agenda et des processus sous régionaux et régionaux menés pour la réalisation du projet de communauté économique/marché commun en Afrique. Chaque bénéficiaire présentera ses travaux lors d'un séminaire interne du personnel de recherche de l'IDEP auquel l'on pourrait inviter un intervenant externe susceptible de faire d'importants commentaires.

La quête de l'intégration économique et de l'unité politique en Afrique est une quête de longue date. Bien que peu d'Africains puissent réfuter que les idéaux d'intégration et d'unité qui ont enflammé l'imagination panafricaine au fil des années soient irréprochables, il ne fait aucun doute que le meilleur de la capacité intellectuelle disponible sur le continent africain et au niveau de la diaspora n'a pas toujours été déployé de façon créative pour servir l'agenda de l'intégration et de l'unité. De nombreuses raisons ont été invoquées, au fil des années, pour justifier cette situation, notamment le fossé qui a eu tendance, à plusieurs reprises, de séparer la philosophie de la pensée et la philosophie de l'action sur le continent.

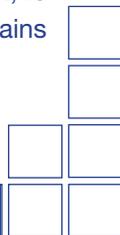


Seulement, comme en témoignent les écrits de Henry Sylvester Williams, W.E.B Du Bois, Booker T. Washington, CLR James, Edward Blyden, et Kwame Nkrumah, c'est en de rares occasions que des personnalités historiques ont émergé dans le processus panafricain pour donner un aperçu des nombreuses opportunités qui pourraient être mises à profit si les capacités intellectuelles africaines sont mises au service de l'agenda de l'unité et de l'intégration.

Dans l'Afrique à partir des années 1980, l'une des personnalités propulsée au-devant de la scène par l'histoire pour aider à maintenir vivant l'idéal panafricain au niveau des intellectuels africains fut feu Tajudeen Abdulraheem (1961 - 2009). Abdulraheem était de loin l'un des plus infatigables panafricanistes de sa génération, qui ne perdait jamais l'occasion de porter le flambeau de l'intégration et de l'unité africaines en tant qu'universitaire et militant. Son exemple a inspiré beaucoup d'autres personnes au sein et en dehors de l'Afrique pour renouveler leur croyance dans le continent en dépit des espoirs anéantis par une succession de leaders sans vision et dont les politiques avaient à peine servi la cause panafricaine. En reconnaissance de la contribution de Tajudeen au développement d'un agenda panafricain moderne et à l'entretien d'une conscience panafricaine, les bénéficiaires du nouveau programme de bourses de visites de l'IDEP conçu pour les chercheurs sur les politiques de développement seront officiellement connus sous le nom de **Boursiers Abdulraheem Tajudeen**.

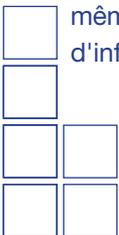
La série de séminaires mensuels sur le développement

Le réseau recherche-politique, considéré comme une interaction structurée entre les universitaires et les chercheurs sur les politiques, d'une part, et les décideurs politiques, d'autre part, reste faible en Afrique. En effet, le fossé qui semble séparer les intellectuels africains des décideurs africains



a non seulement duré trop longtemps, mais est toujours, de manière injustifiable, très important. Et pourtant, il est clair que le continent ne peut pas espérer se développer complètement sans instaurer une interaction structurée entre les deux mondes qui permettra aux décisions politiques d'être informées par les perspectives et les résultats de recherche produits au niveau du continent. De même, les programmes de recherche incluront, de façon systématique et critique, les préoccupations des décideurs et y travailleront. A travers les séminaires mensuels de l'IDEP sur le développement qui seront organisés au cours de la période programmatique 2010 - 2015, l'Institut cherchera à contribuer à la réduction de la fracture existant entre la recherche africaine et l'action politique africaine. Ce faisant, l'IDEP utilisera les séminaires comme un forum, parmi d'autres, où les chercheurs et les décideurs politiques pourront s'engager dans l'apprentissage mutuel et échanger des connaissances pour l'amélioration du continent africain.

Les exposés des séminaires seront faits par des personnes spécialement invitées qui seront des chercheurs sur les politiques, des analystes politiques et des praticiens du développement. Le séminaire sera un événement d'une demi-journée autour duquel des activités médiatiques seront également organisées avant et après la présentation formelle par le conférencier. Le séminaire durera trois heures comprenant une pause-santé de 20 minutes entre la présentation du conférencier et le débat général sur ses opinions et perspectives. Si le conférencier est un décideur politique, le modérateur sera un intellectuel de haut niveau avec des compétences reconnues dans le domaine traité et vice versa. Les documents présentés lors du séminaire seront disponibles en ligne sur le site Web de l'IDEP pour stimuler la discussion et le débat ; à la fin de chaque année, ils seront également édités sous la forme d'une publication qui sera disponible sous forme de livre et de CD-Rom. Les résumés de ces mêmes documents et des débats des séminaires figureront dans le bulletin d'information qui sera publié par l'Institut.



Les programmes et activités de promotion et de diffusion

Atteindre les diverses communautés de développement et s'assurer que le travail que l'IDEP réalise est bien diffusé constituent des défis importants auxquels l'attention et l'énergie nécessaires seront spécifiquement accordées au cours des années à venir. Bien qu'en Afrique et dans le monde entier des institutions comme l'IDEP puissent avoir des mandats intéressants, et même effectuer un excellent travail, trop souvent, leurs activités ne sont connues que de groupes privilégiés, et souvent spécialistes du domaine, et l'impact global qu'elles enregistrent est limitée par le faible taux de promotion et de diffusion de leurs actions. En sa qualité d'institution à laquelle les Etats africains ont volontairement adhéré en tant que membres, l'IDEP s'investira dans de nouvelles approches pour atteindre ses résultats et pour les diffuser, convaincu qu'agir de la sorte lui permettra de renforcer sa pertinence au niveau des principaux acteurs du développement de l'Afrique. L'IDEP élargira aussi les publics auxquels il s'adresse et contribuera au développement des savoirs populaires sur les principaux problèmes de gouvernance économique dans une région du monde où le renforcement de la démocratie est un élément-clé de l'agenda public.

Le bulletin de l'IDEP sur le développement

Une des mesures concrètes qui seront prises immédiatement pour bâtir une solide culture de promotion et de diffusion des activités de l'IDEP et, ce faisant, contribuer à la démocratisation de la gouvernance économique et de la planification du développement est la publication d'un bulletin d'information régulier sur le développement. Le principe d'organisation de ce bulletin sera l'agenda de développement de l'Afrique au fil de son évolution et de sa conception sous la conduite globale de l'UA. Mais, le bulletin permettra également de rendre compte des activités-clés menées à l'IDEP ou découlant de son programme de travail annuel. Il sera une ressource sur les enjeux de la gouvernance

économique et de la planification du développement qui préoccupent ou intéressent les pays africains. Il fournira également des analyses accessibles et équilibrées des actions des différents acteurs de développement en Afrique. Le bulletin servira aussi de forum pour l'échange d'idées et de perspectives sur les défis de développement auxquels les pays africains sont confrontés.

Le bulletin sera émis à partir de juin 2010. Il sera diffusé d'abord sous la forme d'un bulletin électronique disponible sur le site Web de l'IDEP et distribué, à travers les différentes listes de diffusion de l'institut, à différents publics en Afrique et au-delà. Le bulletin sera d'abord produit sous la forme d'une publication bilingue en anglais et en français, et au fil du temps, il sera envisagé des éditions en langue arabe et en portugais qui devraient être émises aussi rapidement que possible. Durant la période programmatique 2010 - 2015, le bulletin sera émis trimestriellement et, avec le temps et sous réserve de la disponibilité des ressources, cette fréquence sera augmentée afin d'en faire une publication mensuelle.

La revue panafricaine sur les pratiques de développement

De nombreuses approches existent pour comprendre le développement mais de toutes les conceptualisations / définitions qui sont largement et fréquemment mentionnées, il y en aura très peu qui contrediront l'idée que le développement intègre une grande part d'apprentissage par la pratique. Au fil des années, l'IDEP a reçu, surtout dans le cadre de son programme de renforcement des capacités et de formation, de nombreux praticiens du développement dont les expériences vastes et diverses pourraient être utilement diffusées et partagées avec les autres. Et pourtant, ces praticiens n'ont pas à leur disposition une plateforme à travers laquelle ils pourraient partager leurs réflexions et les leçons de l'expérience qu'ils ont acquises. C'est pour cette raison que l'IDEP publiera une revue panafricaine sur les pratiques de développement.



Cette revue sera exclusivement ouverte aux intellectuels de la politique et aux praticiens du développement intéressés par le thème de la gouvernance économique au sens large du terme. En plus d'être une publication de référence et de servir de forum de réflexion, le bulletin jouera également le rôle utile d'outil par le biais duquel les praticiens peuvent enseigner les uns aux autres et apprendre les uns des autres.

Le champ de la pratique de développement s'est élargi au fil des années, et est allé au-delà des acteurs du secteur primaire public pour inclure les praticiens non-étatiques du secteur privé africain (entreprises ou non), en rapide expansion, les agences internationales multilatérales, les agences de la coopération bilatérale pour le développement et les secteurs non-gouvernementaux / bénévoles. Il existe, par conséquent, un groupe très important et croissant qui sera couvert par le journal et qui, à son tour, l'alimentera en contenus. Il est prévu de publier cette revue de manière semestrielle sous la forme d'une publication bilingue en français et en anglais. Elle sera produite à la fois sous format papier et électronique. La version électronique sera disponible par téléchargement sur le site Web de l'IDEP, en libre accès. Le premier numéro de la revue sera publiée au courant du premier semestre de l'année 2012.

Le nouveau site Web de l'IDEP.

Avec l'augmentation de la connectivité Internet sur le plan mondial, l'importance des sites Web comme instruments de promotion, de communication et de diffusion s'est accrue. Pour une institution de renforcement des capacités et des connaissances sur les politiques comme l'IDEP, cette évolution ouvre de nouveaux horizons et offre de nombreuses possibilités qui seront explorées en détail afin d'étendre la portée et l'impact de l'Institut. Le défi le plus immédiat est de réorganiser le site pour en faire non seulement un simple site d'informations sur l'Institut et ses diverses activités, mais aussi un portail de diffusion d'informations sur la gouvernance économique et la planification du

développement en Afrique, un forum pour la formation continue en ligne, une fenêtre pour les débats sur la gouvernance économique africaine et sur les politiques de développement, un lieu de diffusion des résultats de la recherche et des études sur les politiques réalisées par/ ou sous l'égide de l'Institut, et un point de rencontre pour les bénéficiaires des activités de formation de l'Institut et les praticiens du développement qui souhaitent entretenir des relations.

A l'instar de l'ancien site, le nouveau site Web de l'IDEP offrira des services en anglais et en français. Il sera renforcé avec des podcasts qui portent une vraie empreinte africaine et qui couvrent les questions-clés de développement en Afrique et dans le monde. Il donnera aussi accès à des vidéos principalement tirées des documentaires sur la gouvernance économique et le développement en Afrique que l'Institut compte produire dans le cadre de son nouveau programme de promotion et de diffusion. En ce qui concerne le déploiement du site Internet pour les activités de renforcement des capacités et de formation de l'Institut, tous les modules des cours y seront téléchargés et des mesures appropriées seront prises pour s'assurer que les anciens stagiaires peuvent y accéder pour mettre à jour leurs connaissances sur des sujets spécifiques, et les nouveaux stagiaires pourront, à partir de ce site, déposer leurs candidatures pour les cours en ligne.

La rénovation de la bibliothèque de l'IDEP

La bibliothèque de l'IDEP est, sans doute, l'un des biens les plus importants de l'Institut. Elle est connue non seulement pour la richesse de sa collection sur le développement, mais aussi pour le professionnalisme de son personnel. Elle est le centre de dépôt des publications d'importantes institutions de développement à l'image de la Banque mondiale et du PNUD. Elle contient également tous les plans de développement produits par les gouvernements africains durant les dernières années de la période coloniale. Sa collection de livres, de



revues et de DVD sur le développement, y compris une gamme croissante d'abonnements en ligne, se compare favorablement avec celle de nombreuses autres institutions de même nature. Ces atouts méritent d'être renforcés et le seront dans les années à venir. Cependant, des mesures supplémentaires seront également prises pour s'assurer que la bibliothèque de l'IDEP évolue pour devenir incontournable dans le domaine de la fourniture de services numériques et en ligne à ses utilisateurs. Les principales collections de la Bibliothèque, en particulier les plans de développement post-indépendances, seront numérisées et mises en ligne. Il en sera de même pour l'ensemble des bases de données bibliographiques. Les mémoires produits par les générations successives de décideurs post-indépendances qui ont suivi le programme de DEA seront aussi convertis au format numérique et mis en ligne pour être accessibles aux utilisateurs via le site Web de l'IDEP.

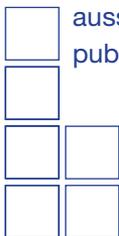
La bibliothèque de l'IDEP produit déjà divers produits et services à valeur ajoutée. Il s'agit notamment des bibliographies annotées sur les nouvelles acquisitions, de la liste des nouveaux contenus et du répertoire des nouveaux DVD sur le développement africain. La gamme de produits à valeur ajoutée sera élargie pour inclure les notes d'orientation de politique produites par l'Institut, un guide annoté des différents mémoires produits au fil des années à travers le programme de DEA et les résumés en ligne de l'IDEP sur les questions de développement qui préoccupent ou intéressent les pays africains.

Les publications de l'IDEP sur les politiques

La consolidation de la parution des publications émanant de ses activités de recherche sur les politiques et de renforcement des capacités reste partie intégrante de la stratégie de promotion et de diffusion que l'IDEP entend développer dans les années à venir dans le but d'élargir sa portée et de renforcer son impact. Les publications seront disponibles à la fois en version papier et électronique / numérique. L'Institut publie déjà des

livres. Cette activité sera maintenue, mais elle sera réorganisée pour qu'une série de publications portant sur des thèmes spécifiques du plan de travail de l'IDEP soit proposée. Des monographies seront également publiées ainsi que des notes d'orientation de politique qui cibleront divers publics de praticiens du développement et de responsables économiques. Les notes d'orientation de politique vont occuper une place de choix dans la stratégie de promotion et de diffusion de l'Institut dans la mesure où elles constituent un outil essentiel pour avoir de l'impact. Les versions papier et électronique des publications produites seront distribuées gratuitement aux États membres africains et aux anciens stagiaires des programmes de renforcement des capacités et de formation de l'Institut. Les publications seront également distribuées gratuitement aux bibliothèques de toutes les institutions et réseaux partenaires avec lesquels l'Institut travaille dans le cadre de son mandat. Les publications qui seront disponibles au téléchargement seront aussi gratuites. L'anglais et le français seront les deux langues dans lesquelles les publications seront faites.

La question des langues dans lesquelles les résultats des travaux effectués par des institutions africaines telles que l'IDEP qui sont désireuses d'avoir un impact positif, et même d'apporter des changements progressifs, peuvent être diffusées de la manière la plus efficace a fait l'objet d'un débat de longue date. L'Institut n'est pas indifférent à ce débat. Dans l'immédiat, il publiera en anglais et en français tout en encourageant les institutions disposant de ressources de traduction dédiées à travailler avec lui pour produire des éditions dans d'autres langues, y compris en Swahili et dans d'autres langues africaines utilisées dans la vie quotidienne et dans l'administration publique. Au fil du temps, si les ressources le permettent, l'Institut s'investira dans l'émission de publications en Arabe, en Portugais et en Swahili. Il nouera aussi des partenariats pour la production et la diffusion d'œuvres à publier à partir des activités de l'Institut



Les productions multimédia de l'IDEP

Il existe de nombreux outils multimédias qui pourraient être exploités pour renforcer la promotion et la diffusion des activités de l'IDEP afin d'atteindre de nouveaux publics et de retenir leur attention. Ce domaine va représenter un secteur de croissance pour l'IDEP dans les prochaines années puisque l'Institut développe et déploie des infrastructures multimédias pour appuyer ses activités. Pour commencer, il est prévu de lancer une série de documentaires de l'IDEP en CD / DVD sous la dénomination générale de ***Façonneurs et Acteurs du Développement Africain*** à travers lequel les contributions de personnalités, d'institutions, de réseaux, d'entreprises clés, et même de communautés, à la transformation positive des ressources du continent seront présentées et conçues pour diffusion par radio et télévision en Afrique et ailleurs, et pour un accès plus large sur les pages du site Web rénové de l'Institut. La série de documentaires contribuera, entre autres, à la mise en valeur d'une variété de bonnes pratiques africaines dans les domaines de la gouvernance économique et de la planification du développement à partir desquelles d'autres praticiens du développement et des analystes pourraient apprendre. Elle s'intégrera également dans la stratégie de l'Institut pour encourager le mentorat des plus jeunes cadres du secteur public qui manquent de plus en plus de modèles et d'exemples dont ils peuvent s'inspirer.

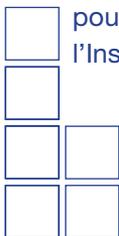
Les partenariats institutionnels

Les partenariats institutionnels ont toujours constitué une partie importante de la stratégie de l'IDEP pour la mise en œuvre de son mandat. En s'appuyant sur le ***modus operandi*** actuel, il est prévu, dans un premier temps, d'élargir l'éventail des partenaires avec lesquels

l'Institut collabore dans le cadre de sa stratégie globale de décentralisation de ses programmes, en général, et de ses activités de renforcement de capacités et de formation, en particulier. L'Institut désignera des points focaux locaux parmi certains de ses partenaires institutionnels dans les pays avec qui il travaillera pour renforcer sa présence et sa visibilité dans chaque pays. Pour ce faire, des ressources seront investies dans la constitution d'un réseau panafricain de centres de recherche sur les politiques et de renforcement des capacités en gouvernance économique et en planification du développement qui pourraient être affiliés à l'IDEP. A travers ces centres, des études régulières des besoins institutionnels, pour une conduite plus efficace et plus durable de leurs mandats, seront menées et traitées. Dans l'immédiat, l'IDEP entreprendra une enquête sur les institutions existantes qui produisent des études sur les politiques et offrent des cours de formation en gouvernance économique et développement.

Le programme des anciens stagiaires de l'IDEP

Depuis sa création, l'IDEP a formé des centaines de décideurs politiques à travers son programme de DEA. Des centaines d'autres ont participé à ses programmes de cours de courte durée. Une importante proportion de ces anciens diplômés est encore actif dans les secteurs public, privé et bénévole / non-gouvernemental. Certains d'entre eux occupent des positions stratégiques dans les gouvernements avec qui l'Institut a besoin d'être en relation pour progresser dans sa mission. Effectivement, à travers ses activités de renforcement des capacités et de formation, l'Institut a construit, au fil des ans, une base d'anciens stagiaires dans toute l'Afrique qu'il pourrait exploiter pour améliorer sa visibilité et étendre la portée de ses activités. Cette base d'anciens stagiaires aura besoin d'être traitée comme une véritable ressource et déployée stratégiquement pour atteindre de nouveaux grands objectifs de programme et rendre l'Institut plus visible.



Il est prévu de lancer un programme d'anciens stagiaires, au cours de l'année 2011, qui a pour but de les encourager à s'organiser et à devenir les porte-drapeaux organisés et actifs de l'IDEP tout en leur offrant des opportunités pour se mettre en réseau et de profiter des programmes de renforcement des capacités et de formation pour actualiser leurs connaissances dans leurs domaines de spécialisation. Comme point de départ de ce réseau, une étude de suivi sera lancée au cours du premier semestre de l'année 2010 pour localiser les anciens stagiaires et établir la trajectoire professionnelle qu'ils ont suivie après leur programme de renforcement des capacités et de formation à l'IDEP. Chacun de ces anciens stagiaires pourrait devenir le point focal de l'IDEP dans son institution en aidant à diffuser davantage d'informations sur le programme de travail de l'Institut. Grâce au site Web de l'IDEP, les anciens stagiaires se verront proposer une occasion de se mettre en réseau, d'échanger des points de vue et de partager des expériences. En temps opportun, l'Institut proposera lui-même un bulletin d'information des anciens stagiaires de l'IDEP qui servira de ressource électronique destinée à tous les anciens stagiaires. Une attention particulière sera également accordée à la possibilité d'organiser un atelier thématique annuel sur mesure spécifiquement dédié aux anciens stagiaires de l'Institut.

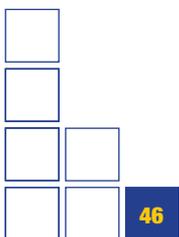
Le financement des programmes de l'IDEP

Les principaux programmes, activités et frais généraux de l'IDEP ont, depuis sa création en 1962, été financés par le biais de la subvention annuelle provenant du budget des Nations Unies et des contributions de ses Etats membres africains. L'Institut a également bénéficié, au fil des années, d'autres sources de financement pour des programmes et activités spécifiques. Ces sources comprennent des institutions multilatérales, des agences de financement bilatérales et des fondations privées. Des ressources ont également été générées par les activités et services consultatifs effectués par l'Institut au niveau d'agences

gouvernementales et d'institutions interétatiques à travers l'Afrique. Ces sources de financement seront davantage étendues dans les prochaines années, et une attention particulière sera accordée à l'élargissement de l'éventail d'agence bilatérales et de fondations privées avec lesquelles l'Institut collabore pour lui permettre d'atteindre son objectif stratégique d'expansion sur tous les fronts et à tous les niveaux.

La préparation d'un avenir africain prometteur

Le travail de développement est un effort permanent qui est en cours. Les générations successives d'Africains ont essayé de mobiliser les efforts internes et les partenariats externes pour surmonter les défis de développement de longue date, y compris ceux liés à l'héritage colonial. L'IDEP est conscient de sa position unique d'institution autonome mandatée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, mais appartenant aussi aux pays africains qui sont ses membres et qu'il sert. C'est une position unique qui offre à l'Institut l'opportunité de jouer un rôle de premier plan en travaillant avec les gouvernements et les autres acteurs de développement pour lever les obstacles à la gouvernance économique et au développement économique réussis sur le continent. Cependant, il s'agit aussi d'une position impliquant de très importantes responsabilités que la direction de l'Institut est déterminée à continuer de s'efforcer d'assumer en utilisant comme tremplin le Plan Stratégique et les Orientations Programmatiques pour la période allant de 2010 à 2015.



Imprimé par



Dakar, Senegal, 2012

Institut Africain de Développement Economique et de Planification
(IDEP)

Rue du 18 juin - B.P. 3186

CP 18524 - Dakar, Senegal

Tél. : (221) 33 823 10 20 - Fax : (221) 33 822 29 64

Email : idep@unidep.org - Site Web : www.unidep.org